

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Eneignement supérieur: Les restaurants de l'UOB et de l'USS à nouveau ouverts

Prissilia M. MOUITY  
Libreville/Gabon

Les restaurants de l'Université Omar-Bongo (UOB) et de l'Université des sciences et de la santé (USS) ont rouvert leurs portes après plusieurs années de fermeture. Le Centre national des œuvres universitaires (CNOU) a procédé les 7 et 8 novembre 2022 à l'ouverture officielle de ces lieux de restauration des étudiants. À l'UOB, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Transfert de technologies, de la Culture et des Arts, Patrick Mouguima-Daouda prenait part à la cérémonie de reprise des activités du restaurant. Des moments très attendus par les étudiants et même par l'ensemble des autorités administratives de ces entités qui s'impatienzaient. En effet, cela fait quatre ans que le restaurant de l'UOB avait fermé ses portes. La vétusté des batteries de cuisine, les problèmes d'électricité, d'étanchéité, de plomberie, etc. étaient à l'origine de son dysfonctionnement. L'ouverture de ce restaurant laisse sous-entendre que les difficultés ont été résolues. "Nous avons pu réfectionner le

bâtiment, acheter des nouvelles batteries de cuisine et résoudre les problèmes de plomberie. Ce qui justifie le redémarrage de nos activités", a indiqué Mezui M'Engonga, directeur du CNOU-UOB.

Dans l'ensemble, la plus grande partie des problèmes du restaurant de l'UOB a été résolue, mais des inquiétudes demeurent. Les étudiants se demandent combien de temps ce lieu restera-t-il ouvert? À l'origine de ce questionnement: les nombreuses interruptions des activités au sein des restaurants de l'USS et l'UOB qui démontrent clairement que les questions de restauration au sein des universités gabonaises constituent un véritable casse-tête.

Des sources anonymes évoquent l'irrégularité du versement de la subvention de l'État comme source du mauvais fonctionnement de ces lieux de restauration. "La subvention de l'État, qui n'est pas versée dans son intégralité, est le fond du problème. Ce qui ne permet pas de payer à temps les fournisseurs et répondre aux besoins des restaurants universitaires", nous a confié hier une source anonyme.

## Le ticket est à 500 FCFA !

PMM  
Libreville/Gabon

L'accès au restaurant de l'UOB est gratuit. Par contre, pour un repas complet (entrée, plat de résistance, dessert), l'étudiant devra désormais déboursier la somme de 500 F CFA. Un coût presque à la portée de toutes les bourses. En réalité, le coût réel du repas servi dans ces restaurants est évalué à 3 900 FCFA. Le gouvernement prend en charge la somme de 3 400 FCFA, selon Hans Saba Dout, président de la mutuelle.

"C'est un véritable effort rendu possible grâce aux plus hautes autorités qui ont tenu compte du niveau de vie des Gabonais". Le prix du plat des restaurants universitaires ne gênerait pas malgré la légère augmentation qu'il a subi. Le prix du plat est passé de 150 FCFA à 500 FCFA au cours des dernières années. Le coût actuel a cependant été fixé avec l'accord des étudiants. Lesquels se réjouissent d'ailleurs de la qualité des services et des menus proposés et qui jusqu'à ce jour sont irréprochables. Ils espèrent toutefois que cela dure.



Photo: PMM

Une vue des étudiants le jour de l'ouverture.

## Retraités et personnes handicapées veulent être entendus

S.A.M.  
Libreville/Gabon

"Ras-le-bol d'être maltraités". Ce cri de douleur était dans la bouche des membres de la Machette syndicale des travailleurs gabonais vaillants (MSTGV) qui avait décidé, le 8 novembre passé, de manifester devant le ministère du Budget et des Finances publiques. Le motif du mécontentement des retraités civils et militaires, des personnes en attente de postes budgétaires et matricules soldes, etc., reste le fait d'être soumis aux pré-pensions.

Ils souhaitent simplement que les pouvoirs publics procèdent à l'arrimage de la pension retraite au nouveau système de rémunération, au recrutement (sortants écoles, recrutements directs, et agents de la MONP diplômés), à la régularisation des situations administratives (titularisations, avancements automatiques, reclassements après stage ou concours professionnels...), à la revalorisation de la pension



Photo: Aristide Mousavou

Pierre Mintsa et la Machette syndicale des travailleurs gabonais vaillants pourraient durcir leur mouvement.

retraite (ceux ayant été admis à la retraite avant 2015...). En dépit des mouvements d'humour et des rencontres avec le gouvernement ou la Caisse des pensions et des prestations familiales (CPPF), qui ont eu lieu en 2020 et 2021, le statu quo demeure. Et l'intention des pouvoirs publics de traiter l'arrimage

et la revalorisation des retraites en 2024 ne rassure pas. Autre mouvement, même combat avec la Fédération des personnes handicapées qui a organisé hier un sit-in au ministère des Affaires sociales. Parce que les demandes d'audience adressées au ministre de tutelle sont infructueuses.